

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 330 - VENDREDI 23 JUIN 2017

PÂQUERETTE FARCEUSE

"Je n'attendrai pas 20 ans
pour revenir au gouvernement"
Ouf! Tu nous a fait peur, François.

AGENDA MILITANT

→ 26-30 juin

Nord-Pas-de-Calais-Picardie [Éducation populaire
et transformation sociale](#)

Solidarité avec Danièle Obono:



Vive la France...
la France solidaire des migrants,
la France qui lutte pour l'émancipation !
Merde à la France
du Medef !
Merde à la France des racistes
et des xénophobes !

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ **Alternative**

[La gauche critique a retrouvé des couleurs.](#)
Roger Martelli

→ **Culture**

[Soutenez la revue Europe !](#)

Macron, l'UE et le monde : la bataille d'idées s'aiguise

Certains observateurs ont attribué une partie des succès électoraux d' "En marche" aux premières initiatives européennes et internationales d'Emmanuel Macron. Il est vrai que l'avalanche d'images flatteuses du nouveau Président de la République aux côtés des "grands de ce monde" - un jour recevant une chaleureuse onction de la Chancelière allemande, "reine d'Europe" ; le lendemain échangeant "une poignée de main virile" avec Donald Trump ; puis réservant, dans la foulée, un "accueil musclé" à Vladimir Poutine... - a pu accréditer l'idée que "la France est de retour". Et surtout, cet affichage gratifiant d'un Chef de l'État "jeune, moderne et volontariste" tranche spectaculairement avec l'expérience d'un quinquennat particulièrement médiocre sinon humiliant en matière de présence française sur la scène politique européenne et internationale : au royaume des aveugles, les borgnes sont rois.

Le nouvel hôte de l'Élysée a pris la mesure d'un certain nombre d'exigences sensibles dans l'opinion publique. Il les a donc prestement intégrées... dans son plan de communication ! Ses batailles prioritaires dans l'UE ? "Engager un bras de fer sur le travail détaché" et être aux avants-postes du combat pour instituer un "mécanisme de contrôle des investissements étrangers afin de préserver nos secteurs stratégiques". Cela tombe bien : ces deux idées circulent depuis un moment dans les sphères européennes. En s'en attribuant la paternité, il fera de chaque éventuelle mesure à venir dans ces domaines le fruit de son action "pour une Europe qui protège" et une illustration de sa promesse de ne pas "faire l'Europe à l'abri des peuples". Il en va de même sur la tragédie syrienne : Emmanuel Macron se targue d'avoir renforcé le poids diplomatique de la France face à la Russie dans la recherche d'une sortie de crise. Un peu présomptueux... quand l'ONU vient d'annoncer que les négociations initiées par Moscou reprenaient le 10 juillet prochain. Conclusion : avec ce champion de la "com' politique", il sera plus crucial que jamais de décrypter en toute clarté à l'adresse de nos concitoyens chaque acte présidentiel. La bataille d'idées s'aiguise : à la (vraie) gauche de relever le défi.

● **Francis Wurtz**



Comment France insoumise a ouvert le champ des possibles

Le contexte de crise démocratique et l'apparent triomphe de Macron ne doivent pas oblitérer le fait qu'avec le succès de Mélenchon et de la France insoumise, la gauche de transformation sociale et écologique est entrée dans une nouvelle période.

Mettons d'abord les noms d'oiseaux et les propos outrés rencontrés sur les réseaux sociaux de côté. Et voyons bien que chacun a vécu ses campagnes, présidentielle et peut-être surtout législatives, différemment. Les configurations et les ambiances locales ont pesé lourd ces dernières semaines : souvent des fractures béantes entre militants, parfois des convergences éclatantes. Au cours de l'année écoulée, militants et électeurs ont en tout cas vécu tour à tour des moments de grande satisfaction et d'autres de grande déception. Satisfaction, d'abord, d'une campagne présidentielle qui a bousculé le paysage politique et ses codes. Alors que la primaire dite de la gauche et des écologistes occupait les partis traditionnels, ce furent successivement l'annonce puis la percée militante de la candidature Mélenchon (dès le premier semestre 2016) et du mouvement France insoumise, le passage d'un discours tumultueux pour imposer la candidature et le "dégagisme" au déploiement de la puissance pédagogique du candidat, des modes d'expression innovants, une percée citoyenne par vagues successives jusqu'à impliquer massivement l'électorat de gauche. À la différence de la campagne référendaire

de 2005, qui avait vu le Non au Traité constitutionnel européen l'emporter avec un fort courant de gauche, la dynamique insoumise a porté à la fois une vision de la société et un programme, *L'Avenir en commun*.

On a eu sous les yeux une démarche qui, au lieu d'opposer projet et programme, a permis que les deux se conjuguent. Tout en parlant de tout et à tous, l'ensemble de la campagne de J.-L. Mélenchon a été dégagé des ambiguïtés habituelles du PCF vis-à-vis du PS.

On a eu sous les yeux une démarche qui, au lieu d'opposer projet et programme, a permis que les deux se conjuguent. Le projet comme affirmation d'une conception de la société, appuyée sur un système de valeurs, une démarche. Un programme comme manière d'aborder et de fédérer une multitude de thèmes avec,

sur beaucoup d'entre eux, des propositions novatrices, et qui ont été perçues comme telles. Au fait, à quand remonte l'époque où la gauche d'alternative était ainsi capable de parler de tout, au lieu de se focaliser sur les thèmes les plus évidents, souvent très syndicaux ? L'ensemble était dégagé des ambiguïtés habituelles vis-à-vis du Parti socialiste, loin des sempiternelles hésitations du PCF : assumer ou pas la rupture, prier pour un futur éclatement du PS (qui n'est une fois de plus pas arrivé), miser sur le surgissement irréaliste d'une candidature unitaire dont la possibilité concrète n'existait pas... et, derrière des discours ambitieux, se soucier beaucoup des enjeux de postes et de moyens. Tout cela pour être pris par les pérégrinations du Parti socialiste, de son sortant (on l'a déjà oublié), et par les limites criantes des frondeurs, incapables de réaliser la rupture qu'il aurait fallu.

Cependant, comme je l'ai écrit en prenant position pour la candidature de Mélenchon en mars 2016, certaines de ses dimensions n'allaient cesser de poser question. Mélenchon a parlé seul ou presque tout au long de l'année. La volonté légitime de clarté stratégique a conduit à sous-valoriser la grande diversité des ●●●

●●● soutiens. Les groupes d'appui, et donc les citoyens qui s'engageaient, ont eu peu de pouvoir, même si nous n'ignorons pas les espaces de débat mis en place au sein de France insoumise. Plus au fond, une question d'orientation reste en chantier : tout en faisant de l'opposition entre le peuple et l'oligarchie un clivage déterminant, le référentiel utilisé le plus souvent par Jean-Luc Mélenchon - par exemple lors de l'extraordinaire rassemblement du 18 mars, place de la République à Paris - a été celui des valeurs cardinales de la gauche. Ainsi, au lieu d'en rester à l'opposition entre l'approche traditionnelle gauche - droite et l'approche peuple - oligarchie, tout un chantier stratégique reste à mener.

Une percée puissante, inédite et rassembleuse

Au total, sommes-nous d'accord pour dire que le score inédit depuis 1969 du candidat Mélenchon a montré : qu'il existe en France une forte aspiration à refuser le modèle de société de la droite et de Macron ? que cette aspiration est capable de s'exprimer politiquement, de rassembler de nombreux jeunes et les habitants des quartiers populaires, de dépasser les territoires traditionnels d'implantation du PCF ? qu'il était possible que le PS morde la poussière et de voir une gauche plus conséquente s'affirmer ? Peut-on convenir que Mélenchon et ses équipes ont bel et bien élaboré et mis en œuvre une stratégie

crédible, suffisamment crédible pour emporter un vote sur le scrutin réputé être le plus difficile pour la gauche de gauche ? Peut-on ajouter qu'à l'inverse le PCF n'a rien produit qui fasse alternative crédible ? Qu'il n'a été en tant que tel qu'un contributeur mou du résultat du 23 avril ? Qu'au contraire, il s'est souvent comporté comme un spectateur critique et, au plan national, rarement bienveillant d'une dynamique qui lui a complètement échappé ? Cela n'enlève rien à l'investissement et à la bonne foi de milliers de militants communistes ; mais comme d'habitude les militants ont bon dos, quand la direction est restée dans l'ambiguïté. Quant à Ensemble !, la troisième composante de feu le Front de gauche a été, au niveau national, elle aussi, à côté du mouvement, sauf bien sûr les Ensemble ! & Insoumis, qui y ont activement contribué.

Quoi qu'il en soit, la séquence des législatives aura été d'une autre trempe. Il ne s'agit pas ici d'établir les responsabilités des uns et des autres dans l'échec des contacts et des négociations entre FI et le PCF. D'ailleurs, quand on écoute ceux qui en ont été, au niveau national comme au niveau local, on constate la difficulté de dire qui, en définitive, a été responsable de la division. Chacun de nos amis affirme avec forces démonstrations et exemples son point de vue, de sorte qu'il est vain de choisir entre les uns et les autres. Torts partagés, donc, ce qui ne veut pas dire symétriques, ou équivalents. Ce qui ne veut pas dire renvoyer dos à dos les uns et les autres. Ce qui veut dire qu'au jeu de la recherche du responsable, il est inutile de jouer longtemps.

Face au rouleau compresseur Macron, "rester groupé" seulement ?

On peut cependant formuler ici quelques remarques. Du côté de France ●●●

Deux groupes à l'Assemblée nationale... et un intergroupe peut-être

Ont été élus, dimanche 18 juin, au second tour des élections législatives :

- 11 députés membres du PCF. Il s'agit de Jean-Paul Dufrègne (03), Pierre Dharréville (13), André Chassaigne (63), Fabien Roussel et Alain Bruneel (59), Jean-Paul Lecoq (76), Sébastien Jumel et Hubert Wulfranc (76), Elsa Faucillon (92), Marie-George Buffet et Stéphane Peu (93).

- 13 députés de France insoumise : Bénédicte Taurine et Michel Larive (09), Jean-Luc Mélenchon (13), Loïc Prud'homme (33), Muriel Ressiguier (34), Ugo Bernalicis et Adrien Quatennens (59), Danièle Obono (75) Alexis Corbière, Eric Coquerel, Bastien Lachaud et Sabine Rubin (93), Mathilde Panot (94). S'ajoutent à ces députés Caroline Fiat (54), Clémentine Autain (93), membres d'Ensemble, et François Ruffin (80)

Les députés PCF vont constituer un groupe de 15 élus à l'Assemblée nationale, présidé par André Chassaigne, grâce au renfort de quatre élus des DOM-TOM : Huguette Bello (Réunion), Gabriel Serville (Guyane), Bruno-Nestor Azérot et Jean-Philippe Nilor (Martinique). Les députés insoumis auront eux aussi leur propre groupe, présidé par Jean-Luc Mélenchon. Les quelques élus qui bénéficiaient du soutien de FI, du PCF et d'Ensemble se sont de fait partagés entre les deux groupes. À l'heure où ces lignes sont écrites, il n'est plus question d'un intergroupe mais seulement d'un comité de liaison, afin de coordonner leurs interventions.

● G.A.

●●● insoumise et de ses dirigeants, il semble y avoir eu l'espoir que la dynamique de la présidentielle pourrait se retrouver au premier tour des législatives uniquement en capitalisant sur le vote Mélenchon. On peut peut-être y voir une sous-estimation de la puissance du rouleau compresseur Macron. Dès lors, le seul message envoyé après le 23 avril aux électeurs a été de "rester groupés". Or, le score historique du 23 avril a été à la fois

Tout en faisant de l'opposition entre le peuple et l'oligarchie le clivage déterminant, le référentiel utilisé le plus souvent par Jean-Luc Mélenchon est celui des valeurs cardinales de la gauche. Tout un chantier stratégique reste à mener.

ressenti comme un succès et comme un échec, dans la mesure où beaucoup d'électeurs avaient pensé avec leur vote renverser la table. Si l'on met de côté le discours déçu de Mélenchon au soir du premier tour, qui tout de même peut bien se comprendre, force est de constater que la ligne des responsables de FI a été l'auto-affirmation du mouvement, à l'exclusion de toute initiative nouvelle pour tendre la main. Encore qu'il faut, pour pouvoir tendre la main, savoir à qui !

Après avoir passé l'année 2016 à chercher un plan B au soutien à la candidature de Mélenchon, tout en préparant ses propres candidatures aux législatives, et après l'avoir soutenu mollement, le PCF s'est pointé dans la négociation nationale avec une proposition de

répartition des éligibles à 50 - 50... évidemment inacceptable pour France insoumise. Et voilà donc : après les errements stratégiques du PCF et le portage par la seule France insoumise de la dynamique qui allait produire le meilleur résultat électoral de la gauche de transformation sociale et écologique depuis 1969, l'impossibilité de se mettre d'accord pour les législatives. France insoumise espérant asseoir son hégémonie à gauche tandis que le PCF, dans la continuité de son positionnement

depuis des années, n'a pas voulu reconnaître qu'il ne serait plus jamais le grand parti qu'il a été.

Résultat de cette séquence : une forte distorsion entre le score de 19,6 % et l'élection d'une trentaine de députés, sur 577. Notons que la division entre France insoumise et le PCF a coûté la présence de plusieurs dizaines de candidats au second tour. Mais reconnaissons aussi que la présence au second tour n'aurait nullement

signifié, à l'arrivée, un nombre de députés extraordinairement plus élevé. De fait, il n'existe pas de remède miracle à la présidentialisation de la vie politique, qui se concrétise depuis de nombreuses années par une participation électorale beaucoup plus forte à la présidentielle qu'aux législatives qui s'ensuivent, avec la logique selon laquelle les législatives sont là pour confirmer et amplifier la dynamique présidentielle. Ainsi, la victoire de Macron a logiquement galvanisé ses électeurs pour les législatives, tandis que la dynamique France insoumise, même si elle a été loin de s'effondrer¹, a quelque peu marqué le pas.

Proposons pour finir une appréciation globale : dans un contexte de crise politique aiguë, accentuée par la chute des partis de gouvernements, la candidature de Mélenchon et la dynamique de France

La ligne des responsables de FI pour les législatives a été l'auto-affirmation du mouvement, à l'exclusion de toute initiative nouvelle pour tendre la main. Encore qu'il faut, pour pouvoir tendre la main, savoir à qui !

insoumise ont constitué un événement majeur, un tournant politique au bénéfice de la gauche de transformation. Nous l'avions envisagé dès le deuxième trimestre de 2016 en écrivant : "c'est là qu'il se passe !". Eh bien, c'est là que ça s'est passé.

● Gilles Alfonsi

1. Lire les analyses de Roger Martelli sur regards.fr, notamment [ici](#).

Quel avenir pour France insoumise ?

Forte de son irruption lors de la campagne de la présidentielle, FI a un rôle clef pour que se construise dans la durée une alternative politique, et une force politique pour la porter.

Le mouvement initié par Jean-Luc Mélenchon il y a un peu plus d'un an est désormais confronté à des questions existentielles. Non que son existence soit menacée : c'est plutôt son succès et une crise de croissance, qui appellent un approfondissement de son identité, de ses choix et, sans doute, une évolution profonde de son fonctionnement. Évoquons ici quatre enjeux.

Résister à Macron ou soutenir les syndicats ?

Ainsi formulée, la question est sans doute mystérieuse. Et pourtant : le vote en faveur de Mélenchon a réuni beaucoup plus de citoyens que les manifestations contre la loi El Khomri. Bien sûr, nous allons être attentifs à ce que les organisations syndicales vont porter dans les prochains jours et les prochaines semaines : si on n'attend rien de la CFDT, on espère que la CGT, la FSU et Solidaires proposeront des initiatives fortes pour résister au projet de démantèlement du Code du travail. La grosse difficulté, c'est qu'avec l'ampleur de la victoire de Macron, et même si c'est une victoire par défaut, seule une mobilisation inédite de la rue et le soutien massif de l'opinion publique peuvent éviter le carnage social qui s'annonce, et porter une alternative. France insoumise n'a-t-elle pas un rôle important à jouer dans la mobilisation ? Plutôt que de revenir à l'époque précédente, où l'on concevait systématiquement le rôle des partis derrière les syndicats lors de telles mobilisations, une nouvelle alchimie n'est-elle pas à envisager ? Quelles initiatives prendre dès à présent pour fédérer les forces

sociales, politiques, associatives et citoyennes, en prenant garde bien sûr à ne pas tomber dans les travers d'un dirigisme mortifère ? La répartition à l'ancienne des rôles - aux syndicats la rue, aux élus le rôle de porte-parole dans les institutions - ne doit-elle pas être révisée ?

Plutôt que de revenir à l'époque précédente, où l'on concevait systématiquement le rôle des partis derrière les syndicats, une nouvelle alchimie n'est-elle pas à envisager ? Quelles initiatives prendre pour fédérer les forces sociales, politiques et citoyennes ?

Attendre 2022 ou porter immédiatement une proposition alternative ?

Contrairement à ce que l'on peut croire a priori, ce n'est pas tout à fait une fausse question. Elle fait écho à la situation politique générale. Considérons-nous que Macron étant élu et sa majorité désignée, il va pouvoir bon an mal an mettre en œuvre son projet ? Il faudrait dans ce cas seulement en atténuer les effets, obtenir des concessions, et limiter la casse... comme on le fait depuis 30 ans. Ou pensons-nous que là où nous en sommes de la crise de la représentation, la situation peut

parfaitement évoluer et se transformer rapidement ? Cette hypothèse conduit à considérer que le cœur de la vie politique dans les prochaines années ne sera pas l'Assemblée nationale, et que les activités de résistances des députés communistes et insoumis ne seront pas l'alpha et l'omega d'une stratégie alternative. Bien sûr, l'Assemblée peut être une tribune pour porter l'alternative, pour parler à tous, et il faut envisager la manière dont les activités des élus peuvent mieux contribuer aux mobilisations, et de manière plus visible. Mais l'essentiel devrait reposer sur la mise en mouvement de la société, sur des mobilisations inédites dans leur ampleur et dans leur nature : on n'empêchera pas la majorité macronienne sans bousculer sérieusement les institutions et il s'agit de porter une alternative. Il se trouve que France insoumise, en ayant placé au cœur de son projet, indissociablement, la question sociale, la question écologique et la question démocratique, dispose déjà d'une orientation solide à promouvoir.

Un mouvement ou un parti ?

Fondé d'abord pour appuyer la candidature Mélenchon, France insoumise s'est aussitôt lancé dans les activités habituelles d'une organisation à finalité électorale. Avec plusieurs caractéristiques : une impulsion nationale forte, avec un pouvoir très important pour les responsables nationaux issus du Parti de gauche ; un organisation a minima, pas de structures départementales par exemple, et des groupes insoumis sans vrai pouvoir de décision. Désormais, France insoumise va devoir s'organiser dans la ●●●

Quel avenir pour le PCF ?

Dans une tribune intitulée "La dernière chance", publiée par L'Humanité mercredi 21 juin, des membres de la direction nationale du PCF appellent leur parti à envisager son dépassement¹, au lieu de continuer dans la même logique. Ils écrivent notamment : « (...) nous n'avons rien fait qui puisse faire dire : oui, ces dernières années, les communistes ont vraiment beaucoup changé. (...) Nous sommes toujours vus comme un parti de militant-e-s courageux et combatifs mais, notre score le dit de façon implacable, comme un parti du passé. (...) Et pour l'élection présidentielle, la direction de notre parti a semé la plus grande confusion, au motif de "rassembler la gauche", en envisageant de participer à une primaire avec le PS puis, quand le vote des communistes l'eut définitivement exclu, de tenter d'obtenir de Jean-Luc Mélenchon qu'il cédât la place à Benoît Hamon. (...) Nous avons tergiversé et cherché jusqu'au bout à louvoyer entre le rejet du PS (y compris par de très nombreux communistes) et un souhait incompréhensible de préserver on ne sait quoi de la vieille union de la gauche. Et finalement nous avons complètement échoué ».

Et les signataires – parmi lesquels Marie-Pierre Boursier, Patrice Cohen-Seat, Michel Duffour, Frédéric Genevée, Robert Injey, Nora Saint-Gal... – de poursuivre en évoquant tour à tour la nécessité que les forces de transformation travaillent ensemble, le besoin que « notre parti se transforme radicalement, se dépasse », la volonté d'élaborer un « projet révolutionnaire nouveau » et l'objectif que « toutes les cultures d'émancipation humaine » coopèrent et se rassemblent « dans une force politique nouvelle ».

● G.A.

1. Le texte intégral est [ici](#)



Picardie Debout : une campagne de terrain associant l'esprit Nuit debout, des citoyens, des organisations politiques.

●●● durée, se structurer, se doter de règles de fonctionnement, organiser ses modes de délibération... bref, organiser son fonctionnement démocratique. Soyons clair : écrivant cela, nous formulons moins une critique de l'existant qu'un enjeu pour maintenant ; par contre soulignons qu'à moins d'être une simple passoire à militants, comme le NPA en a été une il y a quelques années, France insoumise devra innover, dans ce champ là aussi. Pour cela, le mouvement dispose déjà d'une forte capacité d'initiatives, qui a été mise à profit jusqu'à présent pour déployer de multiples formes d'engagement. Pour que ces engagements multiples s'enracinent et se structurent, beaucoup dépendra des formes permettant à chacun de participer aux choix stratégiques.

Capitaliser sur l'existant ou ouvrir un processus ?

France insoumise peut chercher à organiser ceux que le mouvement a d'ores et déjà réunis, à commencer par les 500 000 personnes qui ont cliqué sur le Net pour soutenir la candidature de Mélenchon. Cependant, il est probable que se limiter à une telle option - transformer l'engagement pro-Mélenchon en

constitution d'un espace politique durable - serait très probablement insuffisant. Si dans la continuité de la présidentielle on continue de voir "grand angle", alors c'est bien aux 7 millions d'électeurs qui ont glissé le bulletin Mélenchon dans l'urne qu'il faut s'adresser, et à beaucoup d'autres aussi. C'est pourquoi un processus inclusif, associant des personnes,

Un processus inclusif est nécessaire. Il s'inscrira dans la continuité de ce qu'est France Insoumise tout en portant des évolutions : mode de fonctionnement combinant cohérence (plutôt que discipline) et déconcentration, pluralisme...

des réseaux d'idées et des partenaires potentiels, est nécessaire... manière de sortir des débats piégés sur le thème de la dilution ou du ralliement¹. Pour que personne ne se sente floué, il faudrait à la fois qu'il s'inscrive dans la continuité de ce qu'est France Insoumise et qu'il montre des évolutions : prise en

compte explicite de la pluralité des expériences et des apports des participants, mode de fonctionnement combinant cohérence (plutôt que discipline) et déconcentration, pluralisme assumé...

● Gilles Alfonsi



1. Lire sur ces sujets l'article de Roger Martelli : <http://www.regards.fr/qui-veut-la-peau-de-roger-martelli/article/legislatives-second-tour-et-apres>

Et maintenant ?

La période révèle que des millions de personnes sont en quête de "hors système". Ce sont les candidats qui sont apparus (à tort ou à raison) se dégager des partis et vouloir que la société civile investisse l'espace politique, qui ont émergé. Au-delà de leurs différences, ces candidats ont bénéficié d'une telle envie de changement qu'elle a occulté la question : de quel système s'agit-il ? Mais l'abstention aux législatives dit haut et fort le refus des faux-semblants. C'est toute la fragilité de Macron et l'incertitude qui pèse sur l'alternative.

Deux éléments ont manqué dans la campagne : La question de l'appropriation collective des grands moyens de production, d'échanges et du système financier. Pourtant dans un sondage 53 % des interrogés considéraient que le système capitaliste était cause de la crise mais... qu'il n'y avait pas d'autre système possible. Ce décalage n'a pas été investi.

L'autre est autour de ce surgissement dans la vie politique par ce que l'on appelle la *société civile*. Dénomination qui dit implicitement que ceux qui nous représentent sont hors du champ social. Devant une aspiration à ce que la politique soit investie par tous, la réponse est ambiguë. Prôner la rencontre entre un homme emblématique et un peuple n'équivaut pas à une démarche citoyenne. Et même peut en éloigner. Beaucoup, par impatience et lassitude ont pu se dire que "l'on fait ce qu'on peut avec ce qu'on a" et que "c'est déjà ça".

Globalement, un manque de vision alternative pousse à se précipiter sur l'immédiat que l'on croit davantage à notre portée en gommant les enjeux de système qu'ils induisent et éloigne du nécessaire au lieu de nous en rapprocher. N'est-ce pas le moment de changer de logiciel ?

Face aux ordonnances sur le travail, deux postures sont possibles : être contre et des initiatives se prennent déjà dans ce sens. Mais cela fait plus de trente ans que l'on est contre, comme on l'a été au printemps dernier contre la loi El Khomri... sans le résultat attendu. Ou alors on s'interroge s'il n'est pas possible de faire vivre un horizon post-capitaliste de manière concrète. Il ne s'agit pas de dire : "Attendez que nous ayons fait la Révolution", mais de dépasser cette idéologie du «plus tard» qui nourrit la dichotomie combats immédiats/vision fondamentale. Ne peut-on pas se projeter vers une appropriation commune de pouvoirs en mettant

en débat l'idée que les auteurs du Code du travail et de la réorganisation du travail doivent être ceux qui travaillent ou aspirent à le faire ? N'est-il pas possible d'inverser les rôles entre ceux qui sont *toujours* contre et ceux qui prennent l'initiative ? Au fur et à mesure que l'on en parle, on peut commencer à passer aux actes. On ne peut se contenter de proclamer que l'on sera "derrière les syndicats". Il s'agit d'affronter la dissociation social/politique. À propos des syndicats, un raccourci fait souvent dire à la Charte d'Amiens le contraire de ce qu'elle dit. En 1906, c'est

pour se dégager non pas du politique mais du parlementarisme dans lequel sombraient les socialistes. Il s'agit bien d'investir le champ de la transformation de la société pour mieux "combattre l'exploitation capitaliste" (sic). Et les statuts actuels de la CGT comportent bien toujours le combat anticapitaliste.

Politique, syndicalisme, associatif, culturel peuvent devenir autant de portes d'entrées pour affronter un même problème et dégager des solutions communes.

● Pierre Zarka



U

comme utiles

Henri Lefebvre disait qu'être communiste signifiait se placer du point de vue de l'avenir... La question qui se pose aujourd'hui à tous ceux qui par leur histoire, leur formation, leur engagement se situent dans la tradition communiste (qu'ils soient ou non membres du PCF) est de savoir si le courant communiste a encore un avenir dans la société française. Avec un Parti communiste à 3 % des suffrages et une famille de pensée éclatée, cette question existentielle ne peut être esquivée.

Pour la grande majorité, y compris parmi ceux qui ne se satisfont pas de la domination du capitalisme et de la finance, le communisme est lié au passé, un mot et une idée condamnés par l'Histoire.

Concernant le nom même du parti, la direction du PCF a déclaré qu'il n'y avait pas de tabou...

Si on s'interroge sur les raisons du succès rencontré par la campagne de Mélenchon, dont le programme est assez proche de celui du PC, il faut certes faire une place au talent du candidat, à la force de sa parole, à la capacité qui a été la sienne de renouveler les mots, les idées et les symboles. Mais on ne peut pas négliger que parmi les raisons du succès, il y a tout simplement le fait que Mélenchon ne soit pas communiste.

Le communisme est systématiquement criminalisé depuis des décennies et cette criminalisation est aujourd'hui un fait acquis pour la grande majorité. Il suffit d'ouvrir un livre scolaire pour voir ce que l'Éducation nationale enseigne aux jeunes générations comme vérité historique admise.

De ce point de vue, les communistes portent une part de responsabilité en ce qu'ils n'ont pas su et pas voulu, à la suite de la chute de l'Union soviétique, faire front et assumer de façon critique cette histoire qui est pourtant en partie la leur. À «jeter l'enfant avec l'eau du bain», au lieu de se battre pour imposer une approche historique aussi objective que possible, les communistes ont contribué à donner crédit à la criminalisation du communisme. Ils ont même souvent intériorisé cette culpabilité.

La question qui se pose aujourd'hui à tous ceux qui par leur histoire, leur formation, leur engagement se situent dans la tradition communiste (qu'ils soient ou non membres du PCF) est de savoir si le courant communiste a encore un avenir dans la société française.

Changer de nom ne changera pas cet état de fait et ne fera pas disparaître la faute originelle, le péché impardonnable d'avoir voulu changer non pas le mot mais le monde... et d'avoir pour une part trahi cette espérance. (Est-ce à dire qu'il ne faut pas changer ? Dans un congrès récent, alors que nous étions encore tous deux membres du PCF, nous avons proposé le nom de Parti des communistes de France. Pour signifier à la fois la nécessaire ouverture à la diversité des communistes, et la nécessité d'unir les communistes français et étrangers présents en France).

Aujourd'hui, que faire ?

La première et sans doute la seule question est de savoir comment être utile au peuple. « *Servir le peuple* », disait Mao... c'est toujours l'impératif.

Aujourd'hui, cela suppose, tout d'abord, de participer, de la manière la plus unitaire possible, au rassemblement populaire nécessaire pour faire face à la politique ultra-libérale et à ses ordonnances. C'est dans le rassemblement réel et dans l'action ensemble que l'on peut se faire « *les joues roses* », comme le disait Engels en parlant de la participation de la classe ouvrière à la démocratie. Être aux côtés des autres est le meilleur ●●●

●●● moyen qu'ils changent d'idée sur votre compte (à condition de se comporter de bonne manière... ce qui n'a pas toujours été le cas dans des aventures similaires. Par exemple au moment des collectifs unitaires, et plus récemment, dans les attermolements, les hésitations à s'engager dans la campagne présidentielle).

Certains communistes, une minorité, ont fait le choix de s'engager dans la France insoumise. Peut-être, si ce choix avait été massif, aurait-il permis que la France insoumise reste un mouvement et ne se transforme pas en parti, contrôlé par le petit appareil du PG. Ce n'est pas le choix stratégique qui a été fait. Il faut dire que l'idée de Jean-Luc Mélenchon d'un «parti unique» qui supplanterait les autres formations et où tous devraient se retrouver derrière sa bannière, n'aide pas au rassemblement. L'union ne peut pas se faire dans la négation des différences.

Participer pleinement à un rassemblement en formation, une nécessaire convergence populaire (dont les contours sont aujourd'hui à redessiner, pour, aux côtés des Insoumis, rassembler les syndicalistes, les écologistes, les socialistes de gauche, les militants associatifs...) n'implique pas de renoncer à exister comme communistes.

Mais cela conduit certainement à essayer de redéfinir leur rôle possible.

Être avec les autres ne suffit pas, si c'est pour être comme les autres, voire à la traîne des autres. Ce qui est malheureusement souvent le cas. Sur plusieurs sujets, qu'il s'agisse des questions internationales ou de la reconquête d'une souveraineté nationale, Mélenchon n'a pas eu de mal à paraître plus révolutionnaire ou en tout cas plus radical et plus clair que les communistes. Mais, tout en reconnaissant à Jean-Luc Mélenchon le droit d'avoir évolué, nous n'oublions pas qu'il avait voté pour Maastricht. Et aujourd'hui, il reste un socialiste de gauche, converti à l'écologie, avec un projet, comme il le dit «humaniste».

Pour être utile au rassemblement, il faut être soi-même. Ce qui se passe dans la gauche alternative européenne, (le retournement de Tsipras par exemple) montre que ce rassemblement aurait bien besoin de communistes, non sectaires, mais résolus. Les communistes ne sont utiles que s'ils sont ce dont ils portent le nom : les adversaires les plus résolus du capitalisme, parce que partisans d'une autre société. Ceci passe par une mise à jour idéologique, par exemple sur la question du socialisme et de l'éco-socialisme.

Dans l'optique gramscienne déjà évoquée ici, qui fait de l'hégémonie (c'est à dire, l'influence idéologique et culturelle), la question principale, une formation qui se voudrait révolutionnaire (et n'aurait pas pour seul objectif de préserver ses positions électives, et garder des moyens financiers) devrait avant tout fonctionner comme un «intellectuel collectif». Être et apparaître comme un lieu d'intelligence collective, capable de produire des idées nouvelles et d'attirer. Un mouvement communiste devrait fonctionner aujourd'hui comme une sorte d'université populaire permanente, où les éducateurs s'éduquent eux-mêmes. Ces dernières années, les communistes français, notamment à travers *l'Humanité*, ont fait un effort réel pour s'ouvrir à la réflexion de nombreux intellectuels et chercheurs. Mais on ne peut pas déléguer aux autres le soin de penser à sa place. Reste à produire la synthèse théorique dont nous avons tous besoin, dans l'esprit d'un marxisme ouvert et combatif.

Être soi-même, c'est nécessaire dans l'idéologie, mais ce l'est aussi d'un point de vue sociologique. Il ne suffisait pas, hier, de s'arroger le titre de «parti de la classe ouvrière» pour l'être dans les faits. Mais dès lors que cette ambition a été abandonnée, il a été facile de perdre son implantation dans la classe ouvrière et devenir un parti de cadres moyens, notamment issus de la Fonction publique territoriale... Un parti de gestionnaires. Pour être utile au rassemblement, il est indispensable de renouer avec le rôle historique de promotion politique du prolétariat. Ceci passe par la mise en avant d'hommes et de femmes issus des couches populaires, de la classe ouvrière, des précaires, des cités, des immigrés, des individus qui ne soient pas des «gens comme tout le monde», (la tarte à la crème d'aujourd'hui) mais qui ont grandi et se sont formés dans des luttes réelles...

À 3 %, la seule solution pour exister et être utile est de rompre avec le «communisme honteux» qui ne peut enthousiasmer personne, et ne pas hésiter au contraire à afficher la couleur. Malgré les déboires de l'Histoire, il n'y a pas à rougir d'être des «rouges», des insoumis, des rebelles. Le communisme est une idée qui vient de plus loin que nous et qui doit aller plus loin. Ce n'est pas seulement une politique, mais un idéal, une morale, un acte de foi dans l'humanité. Être communiste, c'est toujours, comme le disait Eluard, aller « de l'horizon d'un homme à l'horizon de tous ».

À 3 %, la seule solution pour exister et être utile est de rompre avec le «communisme honteux» qui ne peut enthousiasmer personne, et ne pas hésiter au contraire à afficher la couleur. Malgré les déboires de l'Histoire, il n'y a pas à rougir d'être des «rouges», des insoumis, des rebelles. Le communisme est une idée qui vient de plus loin que nous et qui doit aller plus loin. Ce n'est pas seulement une politique, mais un idéal, une morale, un acte de foi dans l'humanité. Être communiste, c'est toujours, comme le disait Eluard, aller « de l'horizon d'un homme à l'horizon de tous ».

Être communiste, c'est toujours, comme le disait Eluard, aller « de l'horizon d'un homme à l'horizon de tous ».

● Patricia Latour - Francis Combes



Le Migrant

Sculpture de Bruno Catalano, Venise.



TRIBUNE

Équilibre du régime des retraites

Augmentons les cotisations à la charge des entreprises !

Une réaction à chaud au dernier rapport du COR (juin 2017)

Le nouveau rapport du Conseil d'Orientation des Retraites¹ de juin 2017 vient de sortir. Alors que, sous l'hypothèse d'un taux annuel de progression de la productivité de 1,8 % (déjà très optimiste), le budget devait s'équilibrer à partir de 2025, voici que les nouvelles projections ne prévoient pas un équilibre avant 2050. Principalement en cause, une augmentation de l'espérance de vie à 60 ans qui est passée de 32,3 années à 32,5 années pour les femmes et de 28 à 29,7 pour les hommes ainsi qu'un solde migratoire annuel de 70 000 individus alors que ce solde avait antérieurement été évalué à 100 000 individus. Sur le court terme, le déficit s'établira en 2021 à 0,4 % du PIB, soit 9 milliards d'euros au lieu des 0,2 % prévu initialement.

Par définition, trois familles de solutions existent :

1. Retarder l'âge de départ à la retraite, diminuer les pensions ou augmenter les ressources. Compte tenu du chômage ac-

tuel, retarder le départ à la retraite sera totalement contre-productif : on remplacera des retraités par des seniors précaires ou sans emploi ou on fermera l'accès au travail des jeunes.

2. Diminuer les pensions sera injuste pour les personnes à la retraite. Remarquons qu'un système à points permet plus facilement de réduire les pensions qu'un système en annuités.

3. Il ne reste donc que la voie de l'augmentation des ressources. Pour ne pas embaucher assez, les entreprises mettent en difficulté ces régimes. Pourquoi n'augmenterions-nous donc pas les cotisations à la charge des entreprises pour équilibrer le système ?



● **Benoît Borrits**

1. <http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-3984.pdf> et <http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-3985.pdf>